



Ecrit par le 9 janvier 2026

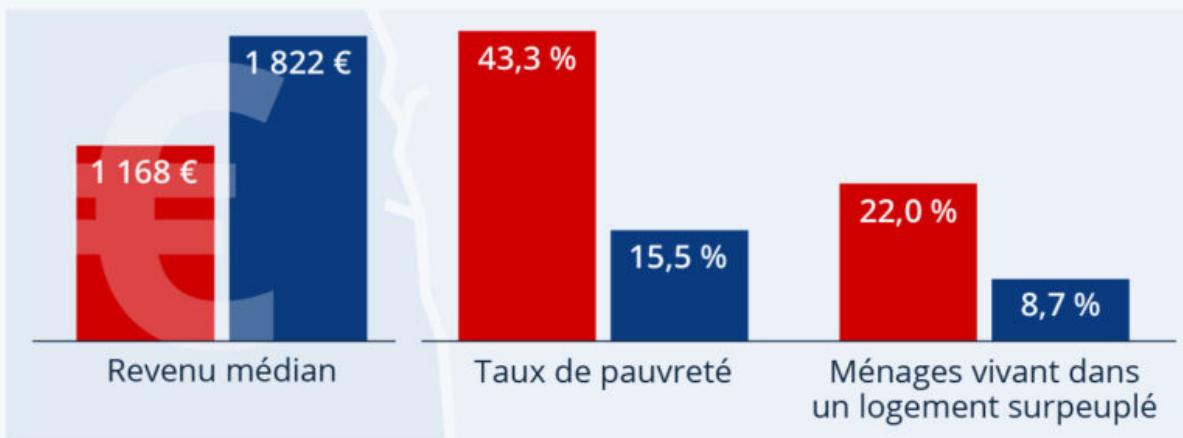
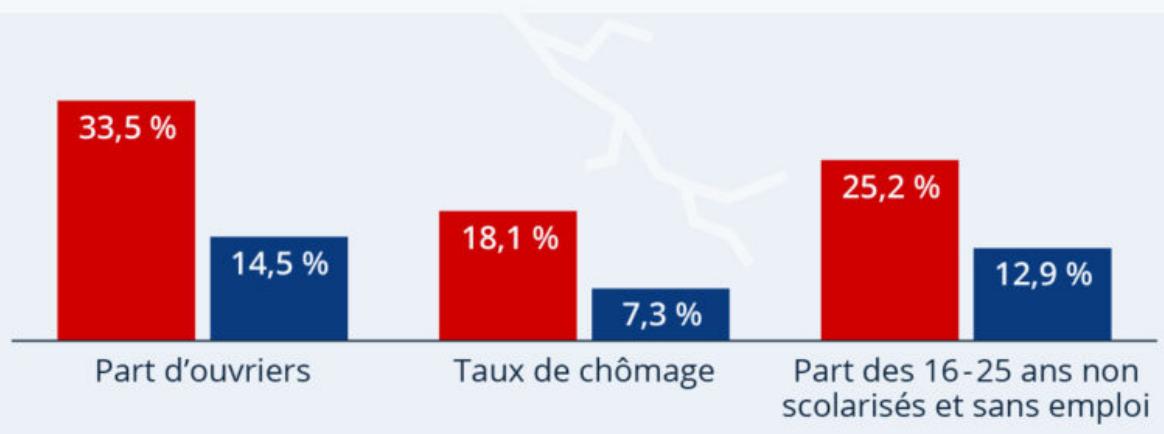
Banlieues, une fracture sociale

Ecrit par le 9 janvier 2026

Banlieues, une fracture sociale

Comparaison d'indicateurs socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la France

■ Quartiers prioritaires * ■ Ensemble de la France



* Quartiers prioritaires (QP) : revenu moyen < 11 250 €/hab/an. En 2022, 5,4 M de personnes (8 % de la pop.) vivaient dans 1 514 QP répartis dans 859 communes.
Dernières données disponibles : 2019/2020, sauf chômage : 2022.

Sources : Insee, ONPV, DARES, Observatoire des inégalités



statista

Ecrit par le 9 janvier 2026

Les émeutes urbaines qui ont éclaté en France suite à la mort du jeune Nahel lors d'un contrôle policier ont ravivé les débats déjà anciens sur les problèmes des banlieues françaises, qui mêlent à la fois des questions sociales, historiques, d'urbanisme et de sécurité. Malgré les « plans banlieues » déployés dans le pays depuis plus de quarante ans, les politiques à l'égard des quartiers populaires n'ont pas réellement réussi à résorber les inégalités et la fracture sociale qui subsistent avec le reste de la population française.

Ces quartiers dits « prioritaires » sont généralement définis par le niveau de revenu de la population : moins de 11 250 euros annuels par habitant. Le gouvernement français dénombre 1 514 quartiers prioritaires répartis sur 859 communes et ils concernent environ 5,4 millions d'habitants, soit 8 % de la population française. Ces quartiers situés aux marges des villes concentrent les populations les plus exposées aux difficultés financières et aux problèmes sociaux : familles monoparentales les plus modestes, jeunes et immigrés les moins qualifiés.

Dans ces quartiers, le taux de chômage est 2,5 fois plus élevé que la moyenne nationale et environ le quart des jeunes de 16 à 25 ans sont non scolarisés et sans emploi (contre 13 % dans l'ensemble de la population). Comme le montre également notre graphique, la moitié des habitants des quartiers prioritaires vit avec moins de 1 168 euros par mois (revenu net médian), contre 1 822 euros pour l'ensemble des Français. Cela représente environ 650 euros de moins par mois pour vivre. Le taux de pauvreté dans les quartiers prioritaires dépasse ainsi 40 %, un chiffre 3 fois plus élevé que la moyenne nationale.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

La préfecture de Vaucluse interdit les démonstrations de tuning et de runing sur Avignon

Ecrit par le 9 janvier 2026



La préfète de Vaucluse vient de prendre un arrêté portant sur l'interdiction de rassemblement des personnes et des véhicules sur la voie publique. Cette décision concerne plus spécifiquement les démonstrations de 'tuning' et de 'runing' sur la voie publique dans une partie de l'agglomération avignonnaise.

Destinée à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre, à la tranquillité et à la santé publics, la mesure débute le mercredi 17 mai à 20h pour s'achever le dimanche 21 mai 2023 à 8h

L'interdiction concerne les secteurs de l'agglomération avignonnaise suivants :

□ Au niveau du centre commercial Mistral 7 :

- La Route Nationale 7, route de Marseille, entre le rond-point se trouvant face à la salle de sport Fitness Park (numéro 2680 de la route de Marseille) et le rond-point faisant la jonction avec l'avenue de l'amandier ;
- Avenue de l'Amandier jusqu'à la route de Bel air ;
- Route de Bel air jusqu'à l'avenue des Magnanarelles ;
- avenue des Magnanarelles jusqu'à la salle de sport Fitness Park (numéro 2680 de la route de Marseille) ;

Ecrit par le 9 janvier 2026

□ Autour de la route de Marseille :

- Avenue de l'Amandier ;
- Avenue de Sainte Catherine ;
- Avenue de la Pinède ;
- Route de l'aérodrome ;
- Chemin des Félons ;
- Chemin de la Croix d'Or ;
- Chemin de la Sourdaine ;
- Chemin de la Digue ;
- Chemin de la Transhumance ;
- Avenue de la Croix Rouge.

□ Au niveau de la zone de Courtine :

- rue Saint Gens ;
- chemin de Ramatuel ;
- rocade Charles de Gaulle ;
- Parkings du centre commercial Carrefour Courtine et des établissements Burger King et Buffalo Grill.

L.G.

Après 3 morts par fusillades en 1 mois, le Contrat de Sécurité entre Avignon et l'Etat tombe à pic

Ecrit par le 9 janvier 2026



Pas moins de 16 pages pour ce « Contrat de Sécurité Intégrée » co-signé par la Préfète de Vaucluse, Violaine Démaret, la Maire d'Avignon, Cécile Helle, le Procureur adjoint de la République, Stanislas Vallat et la Directrice académique, Clémence François-Galin.

Pour cette signature officielle en présence des services des trois polices Nationale, Judiciaire et Municipale, la Maire d'Avignon insiste : « Il faut une approche globale pour lutter contre l'insécurité, nous devons agir ensemble, main dans la main, avec l'Etat. C'est d'ailleurs ce que nous faisons depuis longtemps, on l'a vu pendant les manifestations des Gilets Jaunes, et des Antivax, mais aussi au cours de moments plus festifs comme le festival où nous bénéficions de renforts d'effectifs. Nous allons d'ailleurs, d'ici 2024, recruter 12 agents supplémentaires pour notre police municipale qui seront donc au nombre de 120 pour renforcer l'îlotage, créer un poste de communication avec la Police Nationale et dédier un agent à la prévention en milieu scolaire. »

« Il faut une approche globale pour lutter contre l'insécurité, nous devons agir ensemble, main dans la main, avec l'Etat. »

Cécile Helle, Maire d'Avignon

Cécile Helle rappelle que « Nous avons amplifié les horaires des brigades de nuit jusqu'à 5h du matin, 7j/7 pour assurer la sécurité des Avignonnais. Nous allons aussi créer un poste de nuit mutualisé avec la PN, 'Le Blé de Lune' à Montfavet qui coûtera 500 000€ et nous allons moderniser les équipements de nos agents avec des pistolets semi-automatiques, un nouveau système de radio-communication, 50 caméras-piétons supplémentaires, le renouvellement de la flotte de véhicules. Aux 164 caméras de video-protection qui équipent déjà la voie publique et aux 120 face aux bâtiments publics, vont s'ajouter d'ici

Ecrit par le 9 janvier 2026

2026, plus de 70 caméras.

La Maire d'Avignon ajoute : « La police municipale se déploie différemment, au Pont des 2 Eaux, elle est plus près de la population, à côté du centre commercial, pareil à St-Chamand aux alentours du Stade Nautique, du tramway. A La Barbière, La Maison de la Justice joue à fond son rôle d'accueil, d'écoute et de conseil pour les riverains, souvent peu informés de leurs droits, notamment les femmes victimes de violences intra-familiales ».

« Nous n'avons pas la prétention de tout régler, d'éradiquer tous les trafics de stupéfiants, le narco-banditisme ne diminuera pas tant qu'il y aura des consommateurs de drogue. Mais nous les traquons sans relâche. »

Violaine Démaret, Préfète de Vaucluse

C'est ensuite au tour de la Préfète d'intervenir dans cette Salle du Conseil Municipal d'Avignon pour parler de « Réelle coproduction de la sécurité entre l'Etat et la ville d'Avignon. Ce dispositif a été lancé en octobre 2021 par mon prédécesseur, il s'ajuste au fur et à mesure avec des actions concrètes, mises en cohérence avec la justice, l'éducation nationale, la politique de la ville. La présence humaine de la police sur le terrain est indispensable pour rassurer la population. Nous n'avons pas la prétention de tout régler, d'éradiquer tous les trafics de stupéfiants, le narco-banditisme ne diminuera pas tant qu'il y aura des consommateurs de drogue. Mais nous les traquons sans relâche. Nous avons même un chien aux stupéfiants pour les débusquer. 3 morts en un mois à Avignon liés aux règlements de comptes entre bandes de trafiquants, 3 jeunes sur le carreau, abattus à coups de kalashnikov. En 2021 nous avions saisi 33kg de résine de cannabis, en 2022, 160kg. Pour l'héroïne nous sommes passés de 4kg à 6,3kg, nous avons aussi dressé 150 amendes forfaitaires individuelles aux consommateurs. L'Etat a accompagné l'installation de caméras de video-protection à hauteur de 170 000€, c'est un investissement historique pour déstabiliser les trafiquants jour et nuit. »

« Le tribunal a la main lourde, elle ne tremble pas, les condamnations fermes tombent. »

Stanislas Vallat, Procureur Adjoint de la République

Le Procureur Adjoint de la République, Stanislas Vallat insiste : « Le tribunal a la main lourde, elle ne tremble pas, les condamnations fermes tombent. Le meurtre du Commandant Eric Masson le 5 mai 2021 nous a tétonisés dans un 1er temps, mais il a encore plus motivé nos 650 policiers nationaux. En 2022, nous avons interpellé 450 individus mêlés aux trafics de drogue, il y a eu une progression de 20% des comparutions immédiates à l'issue de leur garde à vue ».

« A chaque match, nous nous adaptons »

Ecrit par le 9 janvier 2026

Emmanuel Desjars de Keranrouë, Directeur Départemental de la Sécurité Publique

Autre situation qui lie encore davantage policiers nationaux et policiers municipaux à Avignon, les après-matchs de la Coupe du Monde de football, avec une forme de liesse débridée suivie d'échauffourées. » Dimanche soir, avec les 150 policiers nous avons procédé à 80 interpellations lors de violences. Hier, à l'issue de la victoire du Maroc sur l'Espagne, certains jeunes marocains ont voulu fêter leur qualification pour les 1/4 de finale et remonter nos Champs-Elysées à nous, la Rue de la République. Nous les avons bloqués aux remparts pour qu'ils ne brisent pas les vitrines des boutiques de l'intra-muros, mais comme ils n'ont pas cessé de nous insulter et de nous lancer des projectiles en tous genres nous avons dû utiliser des gaz lacrymogènes pour les disperser. A chaque match, nous nous adaptons » explique paisiblement mais fermement le patron de la Direction Départementale de la Sécurité Publique, Emmanuel Desjars de Keranrouë. On verra ce qui se passera dans les jours qui viennent avec les équipes qui se qualifieront jusqu'à la finale, le dimanche 18 décembre au Qatar. Les policiers ont sans doute pas mal de travail en vue pour maintenir l'ordre et la tranquillité des avignonnais.

Renforts de police en Vaucluse et dans le Gard Rhodanien

Ecrit par le 9 janvier 2026



La police de Vaucluse va accueillir 36 éléments supplémentaires en 2021. Ce renfort intervient dans le cadre du souhait d'Emmanuel Macron, président de la République, d'avoir déployé 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires sur la durée de son quinquennat.

Dans le détail, 31 policiers seront affectés à la circonscription de sécurité publique d'Avignon et 5 à celle de Cavaillon. A noter que dans le même temps, 6 policiers supplémentaires sont annoncés pour la circonscription de sécurité publique de Bagnols-sur-Cèze, 14 pour Nîmes et 17 pour Tarascon.

L'augmentation de ces effectifs fait notamment suite à ceux de 25 policiers supplémentaires et de 4 adjoints de sécurité à Avignon l'an dernier. Au total, les 4 circonscriptions de sécurité (Avignon, Carpentras, Cavaillon et Orange) regroupent près de 650 personnes (commissaires, officiers, gradés, gardiens de la paix, contractuels, personnels administratifs techniques et scientifiques). A cela, s'ajoute les 702 personnels (militaires et civils) ainsi que les 380 réservistes de la gendarmerie de Vaucluse dont les 4 compagnies et l'escadron départemental de sécurité routière sont basés à Avignon, Carpentras, Orange et Pertuis).

Ecrit par le 9 janvier 2026

Grand Delta Habitat : une convention avec les Forces de l'Ordre pour la quiétude des résidents

Ecrit par le 9 janvier 2026



Avec la signature de cette Convention, le bailleur social privé aux plus de 21 000 logements assure la sécurité et la tranquillité de ses locataires et salariés, éradiquant les possibilités de violence, trafics de bas d'immeubles et de cages d'escalier.

Bertrand Gaume, préfet de Vaucluse, Jean-Christophe Le Neindre, Colonel commandant du Groupement

Ecrit par le 9 janvier 2026

de gendarmerie départementale de Vaucluse, le commissaire Diaret de la Sécurité publique et Michel Gontard, ainsi que Xavier Sordelet respectivement président et directeur général de [Grand Delta Habitat](#) (GDH) ont signé une Convention sécurité. « Cette convention vient pérenniser les actions de surveillance et de prévention menées en étroite collaboration avec les parties prenantes depuis quelques années. Elle souligne une volonté commune d'échanges et de collaboration pour trouver des solutions qui luttent efficacement contre l'insécurité rencontrées sur certains lieux de vie en Vaucluse, » a souligné Michel Gontard.

Sécurité et tranquillité

Celle-ci a pour objectif de renforcer la sécurité et la tranquillité au sein du patrimoine de la coopérative Grand Delta Habitat. Ce partenariat permet, également, de concrétiser et de pérenniser les relations avec ces institutions en privilégiant la qualité, la proximité et la réactivité des rapports entre les partenaires. Elle repose sur des échanges d'informations permettant de protéger locataires et salariés.

Une mission pour les GPO

La sécurité des résidences est organisée via les Groupes de partenariat Opérationnel (GPO) de la Police et la Gendarmerie nationales. Des personnels dédiés, ont ainsi en charge, en lien avec le bailleur, d'identifier et de répertorier les problématiques de sécurité et de tranquillité publique et de les faire remonter à leur hiérarchie afin qu'elles soient rapidement traitées.

Concrètement

Ce dispositif s'inscrit très concrètement dans des situations délicates. « A titre d'exemple, un résident s'est vu condamné pour avoir agressé au moyen d'une arme blanche deux prestataires en intervention sur l'une de nos résidences. Aucun résident n'avait accepté de témoigner par crainte de représailles.

Face à cette situation, Grand Delta Habitat les a invité à témoigner « sous x » devant huissier. Les six témoignages recueillis et retranscrit dans le rapport d'huissier ont permis de renforcer le dossier, conduisant le juge à prononcer la résiliation du bail », a précisé Michel Gontard.